



**HAL**  
open science

## Le passé officiellement revisité des communistes tchèques

Michel Perottino

► **To cite this version:**

Michel Perottino. Le passé officiellement revisité des communistes tchèques : Cahiers du CEFRES N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale. Cahiers du CEFRES, Centre Français de Recherche en Sciences Sociales (CEFRES), 2001, Mémoires du communisme en Europe centrale, pp.12. halshs-01162019

**HAL Id: halshs-01162019**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01162019>**

Submitted on 9 Jun 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Cahiers du CEFRES

N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale

Georges Mink (Dir.)

Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer, Antoine Marès (Ed.)

---

Michel PEROTTINO

**Le passé officiellement revisité des communistes tchèques**

---

Référence électronique / electronic reference :

Michel Perottino, « Le passé officiellement revisité des communistes tchèques », Cahiers du CEFRES. N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale (ed. Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer, Antoine Marès).

Mis en ligne en / published on : avril 2010 / april 2010

URL : [http://www.cefres.cz/pdf/c26f/perottino\\_2001\\_passe\\_revisite.pdf](http://www.cefres.cz/pdf/c26f/perottino_2001_passe_revisite.pdf)

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



## *Le passé officiellement revisité des communistes tchèques*

Michel Perottino (CEFRES, Prague)

### *Introduction*

Le parti communiste de Bohême et de Moravie, le KSČM ( *Komunistická Strana Čech a Moravy*<sup>1</sup>), est depuis quelques mois au centre de tous les intérêts. Depuis les élections législatives de juin 1998, le KSČM dispose de 24 députés, ce qui en fait le troisième parti parlementaire. Il représenterait aujourd'hui quelque 20 % des intentions de vote, alternant première et seconde place avec le Parti démocratique civique (ODS) de Václav Klaus. La situation économique et sociale tend à se durcir, ce qui renforce encore le potentiel électoral de ce parti, qui a également bénéficié de la crise du Kosovo. Un autre élément joue un rôle primordial dans la position du parti communiste sur la scène politique tchèque : le passé communiste, tel qu'il est vu par les communistes, par les électeurs ou encore par la classe politique.

Aujourd'hui ce passé est une des causes du refus d'intégrer le PC dans le jeu politique, sinon la cause principale, puisque le rejet du parti s'appuie sur ce passé toujours revendiqué. Peut-être plus encore que son programme politique, la vision qu'a le parti du passé lointain ou proche (entendons par là la période durant laquelle il a été principal décideur, sinon seul décideur), joue un rôle déterminant pour ce qui est de son futur.

La question historique pose aux communistes membres du KSČM<sup>2</sup> de nombreuses difficultés et les réponses qu'ils y ont apportées depuis dix ans dévoilent souvent des contradictions internes assez lourdes. Le parti est en effet amené à composer avec différents impératifs : défense d'une image spécifique, nécessité d'une cohésion interne forte, impératifs électoraux... Ces derniers conduisent souvent le parti à atténuer certaines positions. L'histoire, ou plus précisément son interprétation par les individus-électeurs, revient par un biais particulier : il semble possible d'avancer l'hypothèse d'après laquelle pour de nombreux électeurs la confrontation du passé et du présent joue en faveur du parti. Même si les 20% d'intention de vote dont est aujourd'hui crédité le parti doivent être pris avec prudence – et les causes d'un tel engouement sont multiples –, les “ avantages du système socialiste ” sont souvent avancés comme une motivation forte pour voter communiste. Il faut pourtant distinguer ici deux choses : le discours communiste et son efficacité en termes électoraux. Notre étude traite du premier point.

Notre objet porte sur les tentatives de réinterprétation du passé produites par les instances du parti, c'est-à-dire la formulation d'une nouvelle histoire “ officielle ”. Nous tentons d'établir quelle est la place de cette production sur le plan idéologique et politique.

Après avoir présenté les sources utilisées nous nous attacherons à développer les grandes lignes de l'histoire récente dans l'interprétation du KSČM, pour enfin avancer quelques hypothèses sur ce phénomène de réécriture de l'histoire, replacé dans le cadre des objectifs actuels du KSČM.

<sup>1</sup> Ce parti, créé en 1991, est officiellement le continuateur du KSČ (Parti communiste de Tchécoslovaquie), devenu, après la "révolution de velours", KSČ(S) (Parti communiste de Tchéco-slovaquie) par fédéralisation.

<sup>2</sup> Il existe d'autres formations communistes en République tchèque, notamment le Parti des communistes tchécoslovaques, qui se légitime par un renvoi direct au KSČ d'avant 1989, et dont il vient de reprendre le nom.

## *Une instabilité chronique des sources utilisées*

### **Les instances de décision de la ligne historique du parti**

Avant de se pencher sur le contenu des textes il convient d'aborder la question des auteurs de ces textes, en particulier celle de leur légitimité et les difficultés qui sont liées à ces problèmes de personnel.

Ce type d'approche révèle une multiplicité d'acteurs, parfois en contradiction les uns avec les autres, ce qui jure avec l'unité attendue ou supposée d'un tel parti. Le rôle des individualités est ici particulièrement fort, sans qu'il soit parfois possible de déterminer qui a réellement participé à l'élaboration d'un texte, dans quelle mesure telle ou telle personnalité a influencé l'écriture d'un document. Une étude plus profonde des biographies mais aussi du processus rédactionnel s'impose de toute évidence. Il convient de montrer de la sorte qui fait et qui écrit quoi, tout en conservant présente à l'esprit l'importance que peut revêtir l'opacité plus ou moins forte quant à l'auteur du texte (nomination de certaines personnalités dans certaines commissions, ou au contraire signature commune sans référence plus précise que le niveau institutionnel qui rend le document<sup>1</sup>).

### Les commissions

#### Les commissions "historiennes" du KSČ(S).

Le congrès extraordinaire du KSČ de décembre 1989 a décidé de la mise en place de deux commissions ayant pour objet une évaluation politique et historique du passé. La première devait évaluer "objectivement" les années 1968 et 1969 ainsi que des années ultérieures. Outre divers articles parus dans le quotidien *Rudé Právo*<sup>2</sup>, la commission a également publié un recueil d'articles<sup>3</sup>.

La seconde commission avait pour tâche d'évaluer les personnes politiquement responsables de la crise du parti et de la société. Après enquête, cette commission proposait au Comité central l'exclusion des personnes suspendues et, plus largement, déterminait la responsabilité des principaux secrétaires et autres dirigeants importants du parti.

Ces deux commissions ont considéré leur travail terminé lors du XVIII<sup>ème</sup> congrès en novembre 1990, et ont clôturé leur activité par la présentation d'un rapport.

#### La commission du "17 novembre"

Plus intéressante par le "non-dit" ou plus précisément par "l'introuvable" que par son existence, la commission officiellement intitulée "Commission pour l'analyse de l'activité du KSČ avant et juste après le 17 novembre 1989" a été créée sur la base d'une décision prise lors du XVIII<sup>ème</sup> congrès du KSČ, pour "faire toute la lumière sur les événements liés au 17 novembre" 1989, en particulier en ce qu'ils pouvaient avoir trait au Parti. L'objectif était dès ce

<sup>1</sup> À titre d'exemple, il est intéressant de se reporter au site internet du KSČM ([www.w.kscm.cz](http://www.w.kscm.cz)) : les documents qui y sont placés, et la volonté de dégager l'éventuelle responsabilité du parti sur les textes ainsi publiés.

<sup>2</sup> "Le droit rouge". En son temps quotidien du Comité central du KSČ, devenu aujourd'hui *Právo*, il est indépendant, de sensibilité sociale-démocrate. Notons que l'actuel quotidien du parti, *Haló Noviny*, est juridiquement indépendant du KSČM.

<sup>3</sup> Document intitulé *K vytvoření moderní levicové strany* (Pour la création d'un parti de gauche moderne), en particulier l'article „Analýza vývoje socialistického Československa“ (Analyse de l'évolution de la Tchécoslovaquie socialiste), publié par le CC KSČS, 1990.

moment clairement défini comme une approche alternative aux diverses commissions d'enquête créées par des institutions non communistes.

Il y a ici deux points à relever : tout d'abord les problèmes pratiques du fonctionnement de cette commission (problèmes liés au départ de six des huit membres <sup>1</sup>). Ensuite il convient de souligner que cette commission aurait rendu quatre rapports, mais qu'aucun d'entre eux n'est consultable. Officiellement, ils paraissent perdus. Il semble en fait que les conclusions présentées dans ces quatre rapports ne correspondent plus aux intérêts actuels du parti. Ce fait est d'autant plus notable que le dernier responsable de cette commission n'était autre que l'actuel président du parti, Miroslav Grebeníček (après le décès de Václav Čada <sup>2</sup>).

Mais d'autres éléments sont ici à souligner. Avant tout il s'agit des conditions difficiles dans lesquelles cette commission eut à travailler. Ces difficultés étaient d'ordre interne à cette commission elle-même, mais aussi d'ordre externe. Dans le premier cas il s'agit avant tout du repositionnement d'un nombre important de membres puisque six membres sur huit ont démissionné <sup>3</sup>, mais aussi des revirements idéologiques et pratiques du parti. Dans le second cas il convient de faire référence à la conjoncture défavorable à ces types de questionnements. En d'autres termes, il s'est écoulé trop de temps entre le moment où la commission a été créée et le moment où ont pu être présentés les rapports : les priorités avaient déjà trop fortement changé pour que les rapports soient publiés. Il ne reste plus aujourd'hui qu'à se reporter aux articles parus dans *Haló Noviny*, sous la plume de Václav Čada en général.

### Les groupes spécialisés

Il existe au sein du parti des groupes dits spécialisés (ce sont les *odborné skupiny*), c'est-à-dire des groupes de personnes chargées de faire des recherches dans des domaines précis. Il en existe environ une quinzaine, selon la période, et surtout suivant les besoins exprimés par la tête du parti. Actuellement ce système d'expertise à tout moment mobilisable est en restructuration.

Parmi ces groupes se trouve un "groupe spécialisé" d'historiens dirigé par Josef Haubelt, dit "Groupe pour l'analyse de l'histoire la plus récente" (*skupina pro analyzu nejnovějších dějin*). D'autres groupes d'étude ont cependant vocation à s'intéresser à des questions historiques et à produire des textes présentant l'image officielle qu'a le parti de certains événements, c'est notamment le cas du groupe spécialisé d'analyse politique. Ces groupes de recherche n'ont aucune activité de publication, par contre leurs membres publient souvent à titre individuel. Certains textes sont néanmoins publiés en interne.

Enfin, il est important de souligner que le principal document utilisé, intitulé "Introduction à l'analyse des causes du 17 novembre 1989", est un document adopté en congrès, mais qui a été élaboré par le groupe de travail théorique et analytique (*Teoreticko analytické pracoviště*, le TAP). Ce groupe, composé de quelques personnes, s'est trouvé placé au cœur de la polémique sur l'interprétation de l'histoire récente, en particulier au travers des écrits de Josef Heller, une polémique qui a montré à quel point le parti pouvait être divisé sur un tel sujet. Il est en effet à noter une différence substantielle entre les groupes spécialisés et le TAP : celui-ci est un organisme central dont les membres sont employés du comité central, et non pas des élus ou bien des personnes intéressées ou spécialisées dans un thème générique.

<sup>1</sup> Outre les départs pour raisons idéologiques (départ volontaire), ce sont surtout des membres du Parti communiste de Slovaquie qui sont en cause. Suite à des dissensions entre le KSM et le KSS, ce dernier s'est détaché de cet ensemble, devenant ultérieurement le Parti de la gauche démocratique (Strana demokratickej ľavice).

<sup>2</sup> Professeur d'histoire, spécialiste de l'histoire du KSČ et de la création de la Tchécoslovaquie, il apportait une importante caution scientifique aux travaux de la commission qu'il dirigeait.

<sup>3</sup> C'est en particulier le cas des Slovaques.

## Les sources matérielles

Nous avons choisi d'étudier et d'utiliser les textes officiels du KSČM depuis 1989, c'est-à-dire les textes publiés par le parti depuis le congrès extraordinaire des 20 et 21 décembre 1989 inclus<sup>1</sup>. Nous nous sommes essentiellement référé aux textes suivants :

- le document “ *Introduction à l'analyse des causes du 17 novembre* ”, principal document officiel, en tout cas dernier document d'importance, adopté en 1995. Depuis le IV<sup>ème</sup> congrès, aucun texte officiel n'est venu remettre en cause, ou compléter, cette interprétation de l'histoire. Si l'on ne peut considérer qu'il s'agit d'une version définitive de l'approche communiste, en tout état de cause le silence ultérieur est significatif de la volonté du parti de dépasser cette problématique particulièrement gênante sur le plan politique. Ce texte est disponible sur la page internet du KSČM. Il manque cependant dans cette version publiée un *addendum* d'importance : le compte rendu des réactions auxquelles à donné lieu ce texte ;

- les textes sur le “ protosocialisme ”. Bien que fortement discutés, présentant un argumentaire minoritaire au sein du parti, la proposition de ce type de thème conduit à souligner nettement les tensions et les conflits idéologiques existant dans le parti ;

- les officiels, en particulier ceux publiés de 1989 à 1992<sup>2</sup>, comparés à ceux des années ultérieures. Cette comparaison témoigne du malaise qui traverse encore aujourd'hui le parti communiste tchèque à propos de la question historique. Cette approche peut être considérée comme une des plus éclairantes pour saisir l'évolution du KSČM depuis sa création ;

- enfin les articles de Václav Čada publiés dans le quotidien du parti. Cette source permet de mieux se replacer dans le contexte présidant à l'adoption des textes officiels, également publiés par *Haló Noviny* qui se donne classiquement pour mission de répercuter la “ ligne ” du parti.

Par ailleurs, nous ont également servi de référence les discours des personnalités les plus importantes du KSČM (discours du président ou des vice-présidents), ainsi que diverses déclarations officielles (déclarations adoptées par le comité central, par le comité exécutif du comité central).

Le sort réservé à ces documents rend compte des difficultés idéologiques que traverse le parti aux différentes époques dès lors qu'il s'agit d'aborder l'histoire. Les rapports de la commission du 17 novembre n'ont pas été adoptés et ils ont aujourd'hui littéralement disparus. Les textes présentés lors du XVIII<sup>ème</sup> congrès qui nous intéressent (nous avons à l'esprit le document “ Les racines historiques de la lutte pour un nouveau parti de gauche ”, mais également les comptes rendus d'activité de diverses commissions) n'ont pas été adoptés, le congrès en a seulement pris connaissance. Cela est très caractéristique de l'état d'esprit général dans lequel ces documents ont été présentés : quelques semaines ou quelques mois plus tôt ces textes qui allaient souvent trop loin dans la critique auraient vraisemblablement été adoptés. Les changements que traversait la société tchèque à ce moment-là rendit ces évolutions idéologiques officielles plus difficiles, balançant entre les contraintes internes et les nécessités externes au

---

<sup>1</sup> Ce congrès extraordinaire devait permettre au KSČM de réagir aux événements révolutionnaires que connut la Tchécoslovaquie en novembre et décembre 1989. Il eut lieu en outre quelques mois avant le XVIII<sup>ème</sup> congrès prévu pour l'année suivante et qui eut lieu effectivement en novembre 1990. C'est à l'occasion de ce congrès extraordinaire que furent officiellement abandonnées par le parti, sa fonction dirigeante et le centralisme démocratique. Il fut également l'occasion d'un message adressé aux communistes exclus en 1968-1970.

<sup>2</sup> C'est-à-dire essentiellement les documents présentés et adoptés en congrès (notamment lors du XVIII<sup>ème</sup> Congrès, les 3 et 4 novembre 1990). Ces documents sont aujourd'hui politiquement et idéologiquement dépassés. Ils ne présentent qu'un intérêt historique sauf à les considérer dans une perspective plus large, surtout si l'on met en relief les conditions dans lesquelles ils ont été adoptés.

parti. Il convient également de noter l'absence ultérieure de ce type de documents fournissant une interprétation "officielle" ou "conforme".

### *Du flou historien à l'évasion idéologique*

La base de chacun des travaux que nous venons d'évoquer réside dans une évaluation de la période précédant le 17 novembre 1989. En général, les instances autorisées du parti avancent une évaluation globale des quarante années du régime socialiste tchécoslovaque. Parfois on trouve cette période globalement définie comme étant la "IV<sup>ème</sup> République" par référence aux trois Républiques précédentes<sup>1</sup>. Cette numérotation est particulière aux communistes : elle leur permet de réintégrer ces systèmes (populaire puis socialiste à partir de 1960) en leur donnant une unité auparavant rejetée (1960 fut symboliquement le passage à un "stade supérieur" du développement socialiste). Mais il peut être également effectué un rappel de l'histoire depuis la création du parti en 1921.

Les travaux émanant du KSČM qui ont traité la période du changement de régime présentent tous une approche similaire qui se partage en deux éléments relativement bien distincts :

- la recherche des causes de la crise du régime,
- un scénario de la "révolution de velours",

Ce diptyque est éventuellement complété depuis quelques années par une évaluation du résultat de cette transformation. Ce complément récent est en soi déjà particulièrement intéressant parce qu'il indique dans quelle mesure le parti se rattache au système antérieur, quitte à souligner préalablement ses défauts. Nous reprenons ici cette distinction.

### **Déterminer les causes de la crise du système de type soviétique**

Il s'agit là d'une constante dans les études proposées par les communistes : la crise du système de type soviétique est considérée comme l'élément déterminant de son échec et de sa chute. Ceci implique tout d'abord que l'idée de crise du système est acceptée par les communistes et qu'une part de responsabilité de cet échec repose sur les communistes. Un second point réside dans le fait de déterminer les causes de ladite crise.

#### La crise reconnue

Une des caractéristiques de l'analyse communiste est de considérer les systèmes politiques sur une échelle du développement vers le socialisme. Existait-il un régime socialiste en Tchécoslovaquie et quelles étaient ses qualités dans l'appréciation qu'en ont les communistes aujourd'hui ? Répondre à cette question, c'est aussi avant tout porter un jugement sur l'ancien régime et commencer à envisager le meilleur régime à venir. En l'occurrence il s'agit de se rattacher ou de rejeter le système de type soviétique. De ce point de vue, les communistes sont clairs : l'objectif n'est pas un retour à l'ancien régime.

#### Nature du régime antérieur

La question de la nature du régime antérieur renvoie notamment à celle du qualificatif donné au système : s'agissait-il d'un système socialiste ou pas (par référence bien sûr à l'auto-qualification de ces systèmes en systèmes du "socialisme réel") ? Si Václav Čada répondait par

<sup>1</sup> La Première (démocratique) de 1920 à 1938, la Deuxième (autoritaire) de 1938 à 1939, la Troisième (démocratique et sociale) de 1945 à 1948.

la négative<sup>1</sup>, quelques idéologues du parti n'hésitent pas à nommer cette période de " proto-socialisme " <sup>2</sup>, ce qui a provoqué et continue à provoquer un certain nombre de remous au sein du parti.

### Qualités du régime " socialiste "

Les quarante années d'existence du système de type soviétique se voient attribuées au minimum quelques points forts, chez Čada par exemple. Parfois, elles sont qualifiées de période appartenant " aux meilleures pages de l'histoire du peuple tchèque et slovaque " <sup>3</sup>. En fonction des auteurs, il est reconnu également une responsabilité plus ou moins importante au parti communiste dans l'échec dudit système. Plus précisément est soulignée l'incapacité d'éviter certains phénomènes tels que le culte de la personnalité, le monolithisme de type soviétique, etc.. Ainsi, il est reconnu dans certains textes une lourde part de responsabilité à la seule direction du parti, en particulier par référence à la pression extérieure qu'il s'agisse du monde capitaliste <sup>4</sup> ou bien des Soviétiques<sup>5</sup>. De ce fait, les communistes de base, ceux qui sont encore aujourd'hui au parti, ne se voient pas mis en cause.

Dans certains cas, les auteurs des textes sont allés encore plus loin, puisqu'ils ont mis en cause, par exemple : la bolchévisation du parti lors de son V<sup>ème</sup> congrès en 1929. Ce texte<sup>6</sup> apparemment non publié a cependant été présenté et critiqué lors du XVIII<sup>ème</sup> congrès du KSČS.

La principale ligne de clivage existant entre les textes se situe dans la reconnaissance ou au contraire dans l'oubli d'une responsabilité plus ou moins grande du parti en général, de sa fraction dirigeante, par rapport aux conditionnements externes, tant occidentaux que soviétiques. De ce point de vue, la responsabilité des communistes dirigeants vue par les communistes actuels va en s'amenuisant avec le temps. <sup>7</sup> Autrement dit, plus on s'éloigne des périodes clefs (telle que la « normalisation ») plus les historiens communistes sont réticents à mettre en cause les fondateurs du mouvement.

### Les causes de la crise

On sait l'importance qu'attribuent les communistes au fait qu'ils auraient vocation à représenter la classe sociale des ouvriers, plus largement les classes sociales défavorisées, et de les mener vers le socialisme. Reconnaître qu'en quarante années l'objectif est loin d'avoir été atteint et, plus encore, que ce sont les communistes eux-mêmes qui portent la responsabilité de cet échec, tel est le constat qui se retrouve avec des nuances plus ou moins fortes au centre de tous les textes évoqués. Si crise il y a eu, ce n'est pas par le fait d'une erreur de conception à l'origine, mais par la corruption des principes de base, notamment celui de la démocratie interne du parti.

<sup>1</sup> *Haló Noviny*, 24 octobre 1992.

<sup>2</sup> C'est le cas de Josef Heller, ses positions connues à l'extérieur ont fait qu'il a été qualifié de " trostkyste " dans l'ouvrage collectif dirigé par Petr Fiala : *Politický extremismus a radikalismus v České republice* (L'extrémisme et le radicalisme politique en République tchèque), Masarykova Univerzita, Brno, 1999.

<sup>3</sup> " Introduction à l'analyse des causes du 17 novembre 1989 ", dernier document "historien" adopté en congrès, élaboré par le groupe de travail théorique et analytique (*Teoreticko-analytické pracoviště*).

<sup>4</sup> Qui a empêché la Tchécoslovaquie d'aller jusqu'au bout de sa révolution (TAP 1995)

<sup>5</sup> En 1968 c'est évident, mais également après 1948, en empêchant la Tchécoslovaquie de suivre sa voie vers le socialisme (Čada)

<sup>6</sup> " Projet de thèse de rapport "

<sup>7</sup> Ainsi dans le rapport " Introduction à l'analyse des causes... ", dans la partie portant sur le caractère et la portée du 17 novembre 1989 (6<sup>ème</sup> partie), le parti et sa responsabilité en tant qu'instance dirigeante de la société (art. 4 de la Constitution de 1960) disparaissent au profit d'une formulation plus floue telle que " la direction du pays ", " les groupes gouvernants " ou bien encore " les structures ".

Les différents auteurs de ces textes tentent de ménager de nombreuses subtilités de manière à ne pas entraver les chances électorales du parti, la réussite dans le cadre pluraliste et les avantages qui peuvent en être tirés : la participation directe au pouvoir ou au moins la capacité d'influencer des décisions. Or une large partie de l'électorat du KSČM regarde toujours favorablement cette période de l'histoire et il est donc difficile de s'intéresser à un sujet aussi brûlant. Il est hors de question de mettre en cause les militants de base tout en mettant l'accent sur les défauts, les erreurs voire les fautes commises par les dirigeants communistes. Mais là aussi, les auteurs des textes sont allés plus ou moins loin dans le temps dans la mise en cause de l'infailibilité des dirigeants successifs (et parallèlement de l'infailibilité de l'URSS). Rarement il est fait état de la mauvaise foi des grands du communisme tchèque et ce sont plus souvent les derniers venus qui emportent la responsabilité de la crise.

### **La “ révolution de velours ” dans l'interprétation communiste**

D'après les textes publiés dans *Haló Noviny*, la principale conclusion qui a été tirée des entretiens effectués par les membres de la Commission du 17 novembre est celle d'après laquelle le système était géré par les instances dirigeantes du Parti, c'est-à-dire *de facto* par quelques personnes, essentiellement concentrées dans la présidence du comité central (l'ex-politburo), le secrétariat du comité central et dans quelques postes similaires. L'ensemble de ces personnes ne formaient pas pour autant un groupe homogène, bien que dans certains textes on trouve le terme de caste. Au contraire, dans les extraits de rapports publiés, il est fait mention de plusieurs groupes d'individus aux contours peu précis car évolutifs, de clans parfois, de conflits. D'après ces textes, ces groupes formaient un ensemble incapable de prendre des décisions objectives, chaque décision étant conditionnée par les relations de force entre groupes ou individus, les liens avec certains éléments extérieurs (pour l'essentiel Moscou et les forces de sécurité). Les auteurs des textes indiquent cependant que l'effondrement du système devait arriver tôt ou tard, compte tenu des retards pris dans les réformes ainsi que du fait des conditions internationales. Il est également souligné que la phase de préparation de réformes économiques et politiques avait déjà été entamée, mais que, faute de temps et de volonté, elle n'a pu aboutir.

Il convient de noter que cette interprétation met définitivement hors de cause la base militante du KSČ, celle-ci étant au même titre que la société tchécoslovaque dépossédée de ses moyens d'agir. Il est également opéré de la sorte une légitimation du processus qu'a entamé le KSČM depuis le congrès extraordinaire de décembre 1989 et surtout de l'élite dirigeante actuelle du parti.

Pour ce qui est de la “ Révolution de velours ”<sup>1</sup> proprement dite, et plus précisément des événements du 17 novembre, la Commission du 17 novembre en est arrivée à l'hypothèse d'après laquelle un tel phénomène avait été préparé à l'avance, vraisemblablement au niveau des forces de sécurité avec le soutien de Moscou. En 1995, c'est une théorie plus large qui fut mise en avant : le « lâchage » gorbatchévien constitue une prémisse de première importance, menant plus ou moins directement – semble-t-il – à un accord avec l'Occident, et ouvrant ainsi à des actions subversives des services secrets occidentaux mais également de certains groupes du KGB et de la StB, permettant à la dissidence d'acquérir des positions de force, avant que celle-ci ne soit contournée par la bureaucratie et les “ managers ” appuyés par le capital étranger. S'il est possible de douter de la validité de ces approches, il convient de noter ici deux points : tout d'abord la coopération avec les commissions non communistes et ensuite l'accent mis sur certains

---

<sup>1</sup> À ce sujet, il est intéressant de noter la perméabilité des communistes eux-mêmes, en tout cas de certains d'entre eux, sans doute ceux qui ont le plus de relations avec le “ monde ” non-communiste. Il nous est ainsi arrivé à plusieurs reprises lors d'entretiens – le plus souvent lors d'entretiens informels –, que le communiste interrogé nous parle spontanément de “ Révolution de velours ”, et ce n'est que devant notre étonnement qu'il se corrigeait.

dysfonctionnements du dispositif de sécurité. En l'occurrence, la police n'a pas respecté les ordres émanant de la direction du parti.

Il existe par ailleurs certaines divergences lourdes au sujet du qualificatif donné à ce qu'en Occident on désigne par " Révolution de Velours ". La question est par exemple de savoir s'il s'agit d'une révolution ou bien d'une contre-révolution. Avec le temps, l'interprétation a totalement changé<sup>1</sup>.

### ***Une histoire à réécriture sans fin ?***

L'étude des textes à vocation historique présentés par le KSČ puis le KSČM au cours de la décennie passée permet non seulement d'avancer quelques hypothèses sur les relations complexes qu'entretient le KSČ(M) avec son milieu, mais également d'aborder la place de l'histoire dans les processus de (re)légitimation d'une telle formation politique.

### **L'importance du cadre dans lequel évolue le KSČM**

Selon Václav Čada<sup>2</sup>, l'objectif principal de la Commission du 17 novembre consistait à répondre à la question : " Pourquoi la direction et le Parti d'avant 1991 ont-ils failli en tant que " force dirigeante de la société " ? " Par ailleurs, Václav Čada affirmait partir du *droit de la société tchèque* de savoir et de connaître quelle était la situation à l'intérieur du Parti et quelles étaient les causes de l'écroulement du système. On se situait donc bien dans une logique dépassant le seul parti communiste, ce qui traduit une certaine forme d'auto-reconnaissance de la responsabilité du parti devant le " peuple ". Ceci nous renvoie à la fonction qu'attribuent les communistes à leur parti, le peuple, notamment certaines parties de celui-ci (les travailleurs, les ouvriers, les retraités, les exclus, etc.), étant celui pour qui le PC œuvre et celui qui a été trahi<sup>3</sup>.

Il faut donc souligner que le parti est tributaire de deux logiques : il doit respecter une double dynamique interne et externe. Il faut prendre en considération le fait que ces textes s'inscrivent toujours dans un double contexte, celui du rapport qu'entretient le KSČM avec les autres acteurs du système politique et social, mais aussi et surtout celui de la vie interne et des impératifs en découlant. L'observation des textes de type " historiographique " du parti montre que si au début du nouveau système le parti faisait prévaloir, dans l'urgence souvent, la dynamique externe (et donc l'autocritique), dans un deuxième temps, une fois le parti installé dans le système politique, l'impératif interne a repris le dessus, combiné à des avantages électoraux. De ce point de vue, si le parti peut tirer un avantage électoral du renvoi aux conditions sociales, aux conditions de vie, il le fait rarement d'une manière aussi ouverte. Lorsqu'il y a aujourd'hui renvoi au passé, il se fait toujours sur un mode critique. Ceci nous conduit à mettre en exergue un point capital : les porte-paroles communistes refusent de voir dans l'ancien système la panacée aux défauts du système actuel. Il convient bien sûr de distinguer ces porte-paroles en fonction des nuances que chacun d'entre eux avance dans son discours. Mais cette approche critique est une constante. Le passé, par contre, en tant que tel est le plus souvent évacué. Le parti n'a plus besoin de se trouver ou de formuler une nouvelle légitimité historique (ici par référence à son passé : son rôle dans l'histoire tchèque est toujours fortement

<sup>1</sup> Václav Čada présentait en 1991-1992 une version substantiellement différente de celle présentée par le TAP quelques années plus tard. La version du premier était plus ouverte et critique que la version semi-officielle qui fut publiée trois ans plus tard. Il existe cependant un addendum au texte du TAP, addendum qui contient les remarques parfois critiques apportées par les organisations de base du KSČM sur ce texte.

<sup>2</sup> Haló Noviny 16.11.91

<sup>3</sup> C'est toujours vis-à-vis de la classe ouvrière que le Parti se sent le plus responsable, indépendamment du fait qu'il ait peu de retour de cet intérêt

présent). En outre, le passé étant toujours le point de convergences des attaques de la droite et de la gauche non communiste, les communistes tendent à ne plus l'utiliser et à porter le débat ailleurs.

La problématique ou la thématique historique continue à jouer un rôle important notamment dans la légitimité dont peut se prévaloir le KSČM, mais les échecs de la volonté de rupture manifestée dans les années 1990-1992 et les nouveaux enjeux ont conduit à une atténuation de la place de ce type de discours. Il est difficile de déterminer laquelle des pressions interne (les militants et leur image du passé, les représentants et leur passé) ou externe (en particulier le refus de noter cette volonté de rompre avec l'interprétation ancienne de l'histoire, mais aussi avant tout le poids des nécessités électorales) a le plus contribué à cette forme de retour en arrière<sup>1</sup>.

### Hypothèses de travail

Nous pouvons en l'état actuel de notre recherche présenter quelques hypothèses. Tout d'abord, il s'agit d'une nette volonté de *préserver la légitimité de la base du parti*. Sur ce point, les conclusions sont presque toujours les mêmes. Il est possible de les résumer dans la formule suivante : quand bien même le parti fut-il (à l'origine) une institution démocratique (dans son fonctionnement et dans ses objectifs), il est devenu progressivement un outil au service d'une fraction minime de ses membres, cette fraction dirigeante qui a réussi à déposséder la base de son droit de décision. Ces dérives ne peuvent donc être de la responsabilité des membres actuels du parti (de la majorité des membres). Le parti peut d'ailleurs se permettre d'insister sur le fait qu'il y a des ex-communistes dans toutes les autres formations. La suite de cette logique se décline ainsi : les ex-communistes, surtout bien sûr ceux qui exercèrent avant 1989 des responsabilités de haut niveau, ont de ce point de vue dupé les vrais communistes, aujourd'hui restés membres du KSČM, et il est donc ~~raisonnable~~ <sup>raisonnable</sup> faire porter sur ceux -ci cette responsabilité. Il est pourtant vraisemblable qu'une large partie des membres actuels ont une conception très positive de l'ancien régime. Dans quelle mesure sont-ils capables de lire ou entendre le nouveau discours du parti communiste et d'en tirer toutes les conséquences. L'absence d'étude sur cette base "militante" du parti nous impose la plus grande réserve pour ne pas tomber dans les préjugés aujourd'hui très répandus dans les médias, mais également dans certains milieux scientifiques.

Cette hypothèse doit être mise en parallèle avec le souhait de préserver le parti dès la fin du régime, en particulier dès la réunion du Congrès extraordinaire de décembre 1989. Cet objectif reste visible encore lors du XVIII<sup>ème</sup> congrès du KSČS, un an plus tard<sup>2</sup>. Il s'agit là d'un objectif vital, qui se pose à l'intérieur de manière secondaire (éviter une trop forte hémorragie militante) mais surtout à l'extérieur. C'est au cours de cette période, plus que jamais, que le parti risquait d'être interdit. Il devait donc obligatoirement faire cette cure de jouvence historique. La relecture/réécriture est ici capitale. Mais on ne peut pas surestimer la prise en compte de cette approche à cette époque par les communistes eux-mêmes. La crainte de disparaître était de toute évidence forte, mais peut-être pas suffisamment forte pour motiver (*a fortiori* à elle seule) les réorientations idéologiques et historiques qui se font jour en 1990. Nous privilégions plutôt l'hypothèse d'un changement personnel.

Il paraît difficile de ne pas fortement lier ces évolutions dans l'interprétation de l'histoire et les changements qu'a connus la tête du parti. En schématisant l'évolution qu'a traversée le

<sup>1</sup> Nous pourrions également évoquer le départ de nombre de militants "de droite", et par là la nouvelle rigidité idéologique du parti. Mais cela implique une étude plus approfondie que nous n'avons pu mener pour l'instant.

<sup>2</sup> C'est aussi la principale raison invoquée par les membres du parti qui tentèrent d'obtenir un changement du nom du parti dans les années 1990-1992. D'ailleurs le débat sur ce point n'est pas tout à fait clos aujourd'hui.

KSČM en dix ans, on peut dégager trois phases. Celles-ci correspondent à trois changements de direction. De 1989 à 1992, le parti cherche une voie lui permettant tout simplement de survivre. La voie ouverte à l'occasion des élections de juin 1992 qui consista en une coalition électorale se solda par un échec qui faillit entraîner la disparition du parti et ce n'est que sa reprise en main par la direction actuelle qui lui permit de s'installer durablement sur la scène politique tchèque. Dans ce cadre, l'interprétation officielle de l'histoire constitue un excellent indice pour dégager l'état général du parti et sa relation à son environnement.

Une autre hypothèse réside dans la tentative de *mettre l'accent sur les limites du système* tel qu'il existait en relevant les erreurs commises, les tromperies etc... Ici ce n'est plus le parti en tant que tel qui doit être protégé mais plus largement les voies et objectifs que le parti a vocation à défendre. Ici on tente de préserver la raison d'être d'une telle formation. Nous en profitons seulement pour rappeler que les communistes soulignent parfois que certains d'entre eux ont aussi participé activement à la chute du régime. Il en va bien entendu également d'un *mea culpa* général, trop général parfois, d'une autocritique permettant le renouveau ou au moins d'éviter la disparition.

Enfin, il est possible de déceler également une *tentative de minimiser le rôle de certains acteurs* durant la période révolutionnaire et surtout de s'accaparer les mérites du caractère « velouté » de cette transformation tchécoslovaque. Ici nous ferons référence aux nombreux renvois que font les communistes à leur contribution aux traditions démocrates du peuple tchèque. En d'autres termes, ils se placent eux-mêmes dans la lignée des groupements démocrates et ils interprètent leur « contribution » aux changements de novembre 1989. Ils oublient ce faisant que ces quelques semaines furent marquées avant tout par de fortes incertitudes sur leur sort individuel ou global. Positionner le parti en tant que tel dans ce type de considération ne répond pas à la réalité, même s'il convient de souligner par ailleurs le comportement somme toute démocratique de certains d'entre eux tout autant choqués par la répression du 17 novembre que la majorité des citoyens.

### ***Conclusion : une histoire saisie par le présent ou un processus de réécriture sans fin ?***

L'analyse historique et, pour ce qui est de notre approche, l'analyse politologique du parti communiste tchèque doivent tenir compte de deux impératifs concurrents. Le premier est lié au respect de la base militante, une base fortement liée à des schémas de représentation "conservateurs"<sup>1</sup>. Le second impératif est celui de l'environnement dans lequel s'inscrit le parti communiste, c'est-à-dire le paysage politique tchèque. Dans un cas comme dans l'autre, il doit être fait grand cas des implications de la période choisie. De ce point de vue, la stratégie, les choix privilégiés par le parti ont nettement évolué, parfois plus en fonction de la conjoncture qu'en fonction de critères idéologiques. D'une manière assez nette d'ailleurs, l'idéologie disparaît, cédant la place à ces deux nécessités de préservation externe et interne, pratiquement et chronologiquement dans cet ordre.

---

<sup>1</sup> Cette notion est difficile à cerner et il convient sans nul doute de la manier avec précaution, pour simplifier, nous faisons ici référence à l'attachement qu'est supposée présenter une large partie de la base militante pour le passé "communiste". Cette hypothèse, difficile à déterminer exactement sans une étude empirique qui fait défaut, ne doit pas être pour autant écartée, car elle explique nombre de positions actuelles du parti. Elle est surtout étayée d'une part par les courants existants aujourd'hui au sein du parti et d'autre part par nos conversations avec des fonctionnaires du parti.

En l'occurrence, dans le cadre tchèque de la transformation pluraliste, une fois assurée la sécurité externe, déterminée par l'urgence de la situation politique post-révolutionnaire, les communistes ont pu orienter leurs efforts vers des enjeux internes. Rappelons qu'il s'agissait d'une période marquée, au niveau de la société politique, par le double sentiment d'anti-communisme et d'incertitude quant à la force du parti, c'est-à-dire quant à sa capacité à opérer une "restauration" dans l'immédiat après-"révolution de velours". L'anti-communisme se caractérisait alors avant tout par la volonté d'interdire le parti communiste<sup>1</sup>. De ces phénomènes découlait la nécessité, pour les communistes, de présenter les gages minimum d'une évolution politique et idéologique visible, manifeste et qu'est-ce qui, dans cet ordre d'idée, est plus fort que de remettre en cause le bilan des quarante ans de système de type soviétique en Tchécoslovaquie ? Les instances de décision de la ligne idéologique (par la définition de l'histoire "conforme") ont pu réorienter leurs conceptions politiques et historiques de manière à stopper l'hémorragie militante<sup>2</sup>.

C'est plus cette réorientation conjoncturelle qui nous paraît devoir être mise en exergue, même si, d'un autre côté, ne doivent pas être perdues de vue les influences de certaines personnalités (la "tête" du parti, au sens plus hiérarchique qu'idéologique ou physique). Nous pouvons noter au passage que paradoxalement, d'un point de vue extérieur, la démocratie interne joue contre la démocratie pluraliste (tout au moins si l'on admet *a priori* l'idée que le parti communiste, et en particulier sa base, est un parti anti-système). Nous voulons par là souligner que la voix donnée aux militants, un élément essentiel du système représentatif, implique (ou peut impliquer) un durcissement de la position du parti communiste à l'égard du pluralisme politique<sup>3</sup>. Inversement, le non respect de cette règle entraîne d'une part la mise en porte à faux du parti au regard des principes légaux du fonctionnement d'un parti politique. D'autre part, un certain respect de la volonté supposée des militants est également nécessaire au parti pour survivre (supposée par la direction qui ne peut se couper d'une manière trop forte et visible de sa base, même si elle dispose d'un droit légitime d'orientation et de direction de cette base par le biais du principe de la hiérarchie nécessaire à tout mouvement révolutionnaire<sup>4</sup>).

De là émerge la nécessité d'un "oubli" de cette thématique historique, un oubli qui permet de respecter les deux approches sus-mentionnées : respecter les militants et leurs avis sur le passé tout en respectant les conditions de la démocratie pluraliste nouvelle (et ne pas aller contre la "pensée unique"). D'ailleurs, dix ans après la chute du régime socialiste, cette volonté d'oublier est assez générale dans le cadre tchèque.

---

<sup>1</sup> Cette volonté existe encore aujourd'hui, même si l'existence du KSCM semble admise par une majorité.

<sup>2</sup> Il ne s'agit que d'une interprétation de l'approche choisie : il convient de souligner qu'une trop grande liaison entre la fuite du "capital humain" du parti et ces fluctuations idéologiques (surtout certaines conceptions parfois trop "social-démocratisantes") devrait peut-être logiquement déboucher sur un renforcement corollaire (au moins partiel) des formations "orthodoxes" du type du Parti des communistes tchécoslovaques. Or il n'en est rien.

<sup>3</sup> Il est difficile à l'heure actuelle de déterminer de manière satisfaisante quelle est la position de la base « militante » du parti communiste.

<sup>4</sup> Ici nous retombons sur la nécessaire étude du caractère révolutionnaire ou réformiste du parti communiste tchèque.